

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 26/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT**

12 RUE MEDERIC  
75017 Paris

Références : BV/116\_2024  
Code AIOT : 0003013207

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT implanté ZI de Gondreville 54840 Fontenoy-sur-Moselle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT
- ZI de Gondreville 54840 Fontenoy-sur-Moselle
- Code AIOT : 0003013207
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt de stockage ADVENIS est un entrepôt « à blanc », d'une surface de plancher d'environ 32 500 m<sup>2</sup>, mis en service le 22/02/2021. Le jour de la visite, 3 locataires occupaient des cellules (épicerie sèche, matériel électronique, papiers).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	condition de stockage	AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objet le contrôle de la conformité aux prescriptions de l'APMED du 25/02/2022, article 1-1. L'inspection avait par ailleurs constaté le respect des prescriptions des articles 1-2 à 1-4 de l'APMED lors de la visite du 08/02/2023.

Lors de la visite, l'inspection a constaté le respect des prescriptions de l'article 1-1 de l'APMED. L'intégralité des prescriptions de l'APMED du 25/02/2022 étant respectées par l'exploitant, l'inspection propose la levée de ce dernier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : condition de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/02/2022, article 1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> La société [...] est mise en demeure [...] de transmettre à l'autorité administrative, 1-1 : les éléments justifiant le respect de la hauteur maximale de stockage des matières dangereuses (Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 06/10/2020 - article 8.2.7)
<b>Constats :</b> L'inspection s'est rendu dans la cellule de stockage des matières dangereuses, où elle a constaté la présence d'un repère matérialisant, la hauteur de cinq mètres, au-delà de laquelle les matières n'ont pas à être stockées. Cette marque régulièrement répartie sur l'ensemble du pourtour de la cellule (murs, portiques) est illustrée dans la photographie suivante : 
L'inspection n'a pas constaté dans la cellule de stockage des matières dangereuses, de contenants entreposés au-delà de cette limite. L'inspection a constaté lors de la visite le respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite